



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 19 mars 2019

DELIBERATION
N° CFVU 7-DRL 009-

RESULTAT DU VOTE

Nombre de votants :

Voix favorables :

relative au régime des études et contrôle des connaissances de la

Licence Droit, Économie, Gestion

Mention Droit

Parcours type Double diplômant en Droit et en Gestion

3ème année

Pour l'année universitaire 2019-2020

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 19 février 2019

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la licence Droit, Economie, gestion mention Droit parcours type double diplômant en Droit et en Gestion 3ème année sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - La licence Droit, Économie, Gestion, mention droit, parcours type double diplômant en droit et en gestion, est une formation universitaire généraliste permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en Droit et Gestion.

ARTICLE 2. Accès de plein droit

2.1 - L'inscription annuelle à la 3^{ème} année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention droit, parcours type double diplômant en droit et en gestion, est ouverte de plein droit aux en formation initiale aux étudiants titulaires des 120 crédits des deux premières années de la licence droit et gestion

La capacité d'accueil de cette formation est limitée à 30 places du fait de la mutualisation des enseignements avec les autres parcours de la licence en droit et de la licence en gestion.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Les étudiants qui n'ont pas un accès de plein droit à cette formation peuvent être autorisés par la Présidente de l'Université sur avis d'une commission, à s'inscrire après validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.

3.2 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - La possibilité de redoublement en 3^{ème} année de Licence n'est pas de droit. Elle est soumise à la décision du jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 3^{ème} année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention droit parcours type double diplômant en droit et en gestion, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - La 3^{ème} année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention droit, parcours type double diplômant en droit et en gestion, est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 87 unités d'enseignement, le second semestre, 8 unités d'enseignement, totalisant chacun 30 crédits. Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)

7.1 - L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD).

ARTICLE 8. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)

8.1 - Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral. L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et contrôlée par l'enseignant chargé de TD.

Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro.

Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

8.2 - La présence en travaux dirigés de langue vivante est obligatoire selon les mêmes modalités que les travaux dirigés classiques.

ARTICLE 9. Module vie professionnelle et stage

9.1 – Stage

S'il le souhaite, l'étudiant peut effectuer un stage d'une durée minimale d'une semaine dans le courant de l'année universitaire. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

9.2 – Module vie professionnelle

La mise en œuvre du module vie professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement. Ce module permet également de valoriser l'engagement étudiant. L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle. Les modalités d'organisation de ce module sont détaillées en annexe.

Ainsi, à l'issue du semestre 6, chaque étudiant ayant suivi l'ensemble du programme pourra se voir attribuer au semestre 6 des points de bonification.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 10. Organisation des examens

10.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 11. Modalités d'organisation de la première session

11.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un contrôle continu pour les travaux dirigés
- ▶ par un examen terminal à la fin de chaque semestre pour les autres matières.

Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

Examen terminal :

L'examen de chaque semestre comporte :

Le contrôle terminal fait l'objet d'une session écrite à la fin de chaque semestre

Toute absence justifiée ou injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 12. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

12.1 - Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres conformément à l'arrêté de session 2 votée en CFVU du 26 septembre 2017(cf. annexe).

ARTICLE 13. Bonifications

13.1 - Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3.33% du total des points du semestre. Chacun des enseignements participant à la bonification est noté sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20. Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation. La réussite aux concours (cf liste en annexe) et l'engagement citoyen ouvrent droit également à bonification au semestre 2 uniquement.

La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 14. Condition de validation des unités et des semestres

14.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément : Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (note d'examen + note de contrôle continu si la matière a été choisie en travaux dirigés).

► Par compensation : Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 150/300 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. La validation du semestre emporte l'acquisition des 30 crédits européens correspondants (ECTS).

Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

14.2 - Dans les unités non validées les matières sont validées et capitalisées isolément dès lors que l'étudiant y obtient la moyenne

Dans les matières non validées, l'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes obtenues aux épreuves si la matière prévoit un ensemble CM+TD.

14.3 - Les semestres sont validés isolément ou par compensation.

► Isolément : Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation : La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

ARTICLE 15. Conditions d'attribution d'une mention

15.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 16. Délivrance du diplôme

16.1 - Dans la mesure où les six semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de licence donne lieu aux mentions suivantes :

- **Cum Laude** (équivalent Passable) : quand le candidat a obtenu une note moyenne comprise entre 10 et 11,99
- **Magna Cum Laude** (équivalent Assez Bien) : quand le candidat a obtenu une note moyenne comprise entre 12 et 13,99
- **Insigni Cum Laude** (équivalent Bien) : quand le candidat a obtenu une note moyenne comprise entre 14 et 15,99
- **Summa Cum Laude** (équivalent Très Bien) : quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 16.

16.2 - La moyenne au diplôme et la mention qui en découle sont calculées à partir des notes des semestres 5 et 6.

ARTICLE 17. Double inscription

17.1 - Les étudiants inscrits en Licence 3 mention économie parcours double diplômant en droit et en gestion peuvent s'inscrire en Licence 3 mention Gestion. Cette seconde inscription est complémentaire, facultative et payante.

Ces étudiants qui, à l'issue de leur année, valident la licence 3 mention Droit parcours double diplômant en Droit et en Gestion, obtiennent également la licence 3 mention Gestion.

Fait à Toulouse le 19 mars 2019

Corinne MASCALA

La présidente de la commission de la Formation et de la
Vie Universitaire

PJ : annexes

Licence mention Droit parcours-type double diplômant en Droit et en gestion année 2019-2020

Semestre 5	Enseignements	Statut	Porteur	Mutualisé avec	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
UE1	Contrôle de gestion : analyse et structuration de la performance	Obligatoire	Porteur		7	30	15	Contrôle terminal - Ecrit de 2h (50%) CC continu en TD (50%)	70	-70	140
UE2	Marketing (en Anglais)	Obligatoire	Porteur		6	30	15	Contrôle terminal - Ecrit de 2h (50%) Contrôle continu en TD (50%)	60	60	120
UE 3	Langue vivante : Anglais	Obligatoire	Porteur		3		30	Contrôle continu		60	60
UE4	Droit du travail	Obligatoire		L3D	4	33	13,5	Contrôle terminal - Ecrit de 3h Contrôle continu en TD	56	24	80
UE5	Droit européen matériel	Obligatoire		L3D	3	33		Oral	60		60
UE6	Droit des groupements et sociétés 1	Obligatoire		L3D	4	33	13.5	Contrôle terminal Ecrit 3h CC en TD	56	24	80
UE7	Droit civil	Obligatoire		L3D	3	33		Oral	60		60
Bonification	Activité sportive, orchestre UT1, Junior Conseil TSM	Facultatif			0						3,33 % max
TOTAL semestre 5					30	192	87		362	238	600

Licence mention Droit parcours-type double diplômant en Droit et en gestion année 2019-2020

Semestre 6	Enseignements	Statut	Porteur	Mutualisé avec	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
UE1	Comptabilité des sociétés	Obligatoire	Porteur		5	30	15	Contrôle terminal - Ecrit de 2 h (50%) Contrôle continu en TD (50%)	50	50	100
UE2	Business game, Level 3	Obligatoire	Porteur		2		18	Contrôle continu		40	40
UE3	Langue vivante : Anglais	Obligatoire	Porteur		2		30	Contrôle continu		40	40
UE4	Droit judiciaire privé	Obligatoire		L3D	3	33		Contrôle terminal : oral	60		60
UE5	Management des individus et des groupes	Obligatoire	Porteur		7	30	15	Contrôle terminal : écrit 2 h(50%)CC(50%)	70	70	140
UE6	Droit des groupements et sociétés 2	Obligatoire		L3D	4	33	13.5	Contrôle terminal : écrit 3h	50	30	80
UE 7	Droit du travail	Obligatoire		L3D	4	33	13,5	Contrôle terminal 3h et CC en TD	50	30	80
UE8	Projet professionnel	Obligatoire	Porteur		3		50			60	60
Bonification	Activité sportive, orchestre UT1, concours : cf liste Junior Conseil TSM-Engagement Citoyen	Facultatif			0						3,33 % max
TOTAL semestre 6					30	159	155		280	320	600



MODULE VIE PROFESSIONNELLE

La mise en œuvre du module Vie Professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement.

L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle des étudiants et de valoriser l'engagement étudiant.

Pour prétendre aux points de bonification en licence 3, l'étudiant doit valider ce module dans les conditions indiquées ci-dessous :

« Engagement social et citoyen »:

- Avoir assisté à la réunion de présentation du module ;
- **ET** s'être engagé auprès d'une association labellisée UT1 ou à caractère strictement social et citoyen (le SUIO-IP valide le respect de ce critère)
- **ET** avoir participé à au moins deux ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mon engagement associatif » au second semestre est obligatoire)
- **Dossier à rendre** : une restitution écrite sous la forme d'une fiche analytique « Mon engagement » sur la plateforme PEC.

Pour valider ce module, les étudiants doivent obligatoirement s'inscrire en ligne au cours du 1^{er} semestre de l'année universitaire selon le calendrier établi par le SUIO-IP.

Ils ont donc jusqu'à la fin du M1 pour réaliser l'ensemble de l'une ou l'autre des modalités.

La liste des ateliers/ Mini-conférence/Forums/... proposés est disponible dans la rubrique Orientation/Insertion sur l'intranet de l'université.

Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media